

Communiqué de presse

Paris, le 01 juin 2026

Au quatre-vingt-quinzième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le Service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à l'attention des médias et de l'opinion publique les éléments suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Au quatre-vingt-quinzième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le climat politique et sécuritaire régional demeure fortement marqué par les conséquences de la guerre entre l'Iran et les États-Unis ainsi que par les efforts parallèles visant à gérer le cessez-le-feu. Tout en soutenant la voie diplomatique, la République islamique d'Iran continue de souligner l'importance du maintien de sa capacité de dissuasion militaire et de sa méfiance à l'égard des garanties fournies par la partie adverse. Dans les déclarations des responsables politiques et militaires, la coordination entre le « terrain » et la « diplomatie » est présentée comme la stratégie fondamentale de la République islamique pour la défense de ses intérêts nationaux.

Sur le plan de la sécurité régionale, le détroit d'Ormuz demeure le principal foyer de tensions. Les rapports publiés font état du passage de dizaines de navires commerciaux et pétroliers avec la coordination des forces navales iraniennes. Parallèlement, les allégations relatives à l'interception de drones américains et israéliens ainsi qu'aux attaques réciproques contre des objectifs militaires montrent que la situation sécuritaire régionale reste fragile. Toutefois, la poursuite du trafic maritime indique que les voies d'acheminement de l'énergie n'ont pas été totalement interrompues et que des efforts se poursuivent afin de préserver les flux commerciaux dans cette voie maritime stratégique.

Sur le plan diplomatique, des signes d'intensification des initiatives politiques en vue d'un accord sont perceptibles. Du côté américain, les déclarations du Président des États-Unis, les informations publiées par le *New York Times* ainsi que les contacts diplomatiques entre l'Iran, Oman et d'autres pays de la région indiquent que des négociations sont en cours concernant un cadre destiné à mettre fin à la crise et à permettre la réouverture complète du détroit d'Ormuz. Toutefois, les divergences portant sur les questions nucléaires, la levée des sanctions économiques et les modalités de mise en œuvre d'un éventuel accord demeurent et continuent d'entraver la conclusion rapide d'un accord définitif.

Dans ce contexte, le marché de l'énergie est davantage influencé par le risque géopolitique que par tout autre facteur. Les prix du pétrole se sont maintenus à des niveaux élevés sous l'effet d'une « prime de risque de guerre », et les marchés du pétrole et du gaz se montrent plus sensibles à la sécurité des flux énergétiques transitant par le golfe Persique qu'à une éventuelle pénurie réelle d'approvisionnement. Les préoccupations relatives aux exportations de GNL, à l'augmentation des coûts du transport maritime et aux risques de perturbation du trafic des pétroliers ont conduit les investisseurs à faire preuve d'une plus grande prudence, plaçant ainsi les marchés de l'énergie dans une phase d'incertitude structurelle.

Dans l'ensemble, le tableau général montre que la région se trouve à un point de bascule entre une aggravation des tensions et une évolution vers un accord. D'une part, les mouvements militaires ainsi que les changements constants de position et de ton des responsables de Washington se poursuivent ; d'autre part, les efforts diplomatiques visant à consolider le cessez-

le-feu et à parvenir à un cadre politique durable s'intensifient. Dans ce contexte, le sort du détroit d'Ormuz et la sécurité des flux énergétiques demeurent les principaux facteurs déterminants pour l'économie régionale et les marchés mondiaux. La récente affirmation de responsables américains selon laquelle la clé du blocus de la région se trouverait entre leurs mains et non entre celles de l'Iran montre que le maintien de la situation actuelle n'est pas nécessairement contraire aux objectifs et aux intérêts de ce pays.

Par ailleurs, alors que les États-Unis, dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu avec la République islamique d'Iran, s'étaient engagés à empêcher toute agression israélienne sur l'ensemble des fronts régionaux, le régime sioniste continue, en violation de cet engagement, ses agressions militaires brutales contre le territoire libanais. Il poursuit les assassinats de citoyens civils libanais ainsi que les bombardements de leurs habitations, notamment dans le sud du pays. Pendant ce temps, la communauté internationale, et en particulier les pays occidentaux qui se présentent comme défenseurs des droits humains, se contentent essentiellement de gestes symboliques aux effets limités et ne prennent pratiquement aucune mesure concrète pour empêcher le déplacement forcé de populations civiles innocentes, à l'instar de ce qui s'est produit à Gaza sous la forme de ce qui est qualifié de génocide et de crime contre l'humanité commis par le régime israélien.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr Massoud Pezeshkian, Président de la République

Faire face à de grands défis sans accepter les difficultés qu'ils impliquent n'est pas possible. Traverser cette période complexe et semée d'obstacles n'est envisageable qu'avec la conscience collective et la coopération de tous. Nous devons expliquer avec transparence les réalités existantes à la population afin que toutes les composantes de la société participent à la résolution des problèmes.



Cette souffrance commune ne pourra jamais être guérie séparément.

Dr Massoud Pezeshkian

- Je suis présent sur le terrain et prêt à faire face à toute éventualité ; soit je poursuis ma mission avec détermination, soit je tomberai en martyr.
- Ma vie n'a pas plus de valeur que celle du Guide martyr.
- Il faut être présent sur le terrain et gérer les difficultés.
- Nous devons agir avec sincérité et détermination, et Dieu nous apportera Son soutien.



Mohammad Bagher Ghalibaf, Président du Parlement

1. Ce n'est pas par le dialogue que nous obtenons des concessions, mais par nos missiles ; la négociation ne sert qu'à les faire reconnaître à l'autre partie.
2. Nous n'accordons aucune confiance aux garanties ni aux déclarations ; seuls les actes constituent un critère valable. Aucune mesure ne sera prise avant que l'autre partie n'agisse.
3. Le véritable vainqueur de tout accord est celui qui, dès le lendemain de sa conclusion, est mieux préparé à une éventuelle guerre.



Mohammad Bagher Ghalibaf

Le blocus maritime du Liban et l'aggravation des crimes de guerre commis par le régime sioniste auteur d'un génocide constituent des preuves évidentes du non-respect du cessez-le-feu par les États-Unis.

Tout choix a un prix, et tôt ou tard vient le moment de le payer. En définitive, chaque chose finira par retrouver sa juste place.



Seyed Abbas Araghchi, Ministre des Affaires étrangères

La solidarité et la coopération entre les pays de la région revêtent aujourd'hui une importance capitale. Les dirigeants musulmans attachés à la paix se tiennent côte à côte afin de favoriser l'instauration de la paix. Cet événement intervient à un moment particulièrement sensible et l'Histoire en gardera la trace. Bonne fête à tous les musulmans. La solidarité et la coopération entre les pays de la région revêtent aujourd'hui une importance capitale.



Seyed Abbas Araghchi

Les discussions et les échanges de messages se poursuivent. Tant qu'ils n'auront pas abouti à un résultat concret, il n'est pas possible de porter un jugement à leur sujet. Tout ce qui est avancé à ce stade relève de la spéculation et ne doit pas être considéré comme déterminant tant qu'aucune certitude n'a été établie.



Seyed Abbas Araghchi

Pour attention immédiate :

Le cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis constitue, sans aucune ambiguïté, un cessez-le-feu sur l'ensemble des fronts, y compris au Liban.

Toute violation de ce cessez-le-feu sur l'un quelconque des fronts sera considérée comme une violation du cessez-le-feu dans son ensemble.

Les États-Unis et Israël seront tenus pour responsables des conséquences de toute violation de ce cessez-le-feu.

Ministre de la Culture

La nation iranienne n'a reculé ni devant ses ennemis ni devant les difficultés, et aucun vide politique ne s'est créé. Les adversaires cherchaient à provoquer une peur et une anxiété psychologique de grande ampleur afin de démoraliser la population, mais ce projet a échoué. Ils ont tenté d'accroître le niveau d'inquiétude sociale, mais les rassemblements populaires ont transformé le terrain en une scène de courage. La peur est comparable à une épidémie ou à une maladie contagieuse ; le courage, en revanche, est un élixir que les Iraniens se sont transmis les uns aux autres. Par les menaces, les attaques contre les zones résidentielles et les frappes visant les infrastructures, ils cherchaient à instaurer un climat de terreur. Toutefois, la société iranienne s'est révélée plus résiliente que ce qu'ils avaient imaginé et n'a pas cédé à la peur.



Les rassemblements populaires, dans les rues et les quartiers, ont permis à la société iranienne de demeurer unie, courageuse et résistante.

Rencontre entre le porte-parole de l'Armée de la République islamique d'Iran et le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

Lors d'une rencontre avec Esmail Baghaei, le général de brigade Mohammad Akrami-Nia a souligné le rôle complémentaire de la diplomatie et du terrain dans la préservation des intérêts et de la sécurité nationale. Il a déclaré :

« Aujourd'hui, la diplomatie et le terrain sont plus proches et plus coordonnés que jamais dans la poursuite des intérêts et de la dignité nationale du pays. Les résultats de cette coordination et de cette synergie d'action se reflètent dans les grandes réalisations du peuple iranien ainsi que dans l'échec infligé aux ennemis au cours des guerres et des complots de l'année écoulée. »



Pour sa part, Esmail Baghaei, tout en rendant hommage à la mémoire des martyrs défenseurs de la patrie au sein de l'Armée de la République islamique d'Iran et du Corps des gardiens de la révolution islamique, a salué la présence constante et porteuse de puissance du peuple iranien dans les rues et sur le terrain au cours des quatre-vingt-dix derniers jours afin de faire échec aux actes hostiles des ennemis. Il a estimé que le dévouement et la bravoure des forces armées de la République islamique d'Iran dans la défense de l'intégrité de l'Iran constituaient une source de fierté pour chaque Iranien.

Esmail Baghaei, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères

(Réagissant aux déclarations du Président des États-Unis concernant la levée du blocus militaire de la mer d'Oman et du golfe Persique)

Aucune des parties occidentales, lorsqu'elle parle de la République islamique d'Iran, ne peut employer le langage du « devoir » ou de l'injonction. Nous prenons nos décisions de manière souveraine, conformément aux intérêts et aux droits du peuple iranien. C'est un premier point.



Ce que les Américains qualifient de blocus maritime constituait, dès le départ, une mesure illégale. Il s'agissait à la fois d'une violation du cessez-le-feu et d'une entrave à la liberté de navigation internationale. Il convient maintenant de voir si, dans les faits, ils mettront réellement en œuvre ce qu'ils annoncent ou s'il ne s'agit que d'une déclaration à caractère propagandiste. S'ils y procèdent effectivement, cela reviendra simplement à mettre fin à une action illicite qu'ils ont engagée il y a plusieurs semaines et qu'ils n'auraient jamais dû entreprendre.

À ce stade, notre priorité demeure la fin de la guerre, et aucune discussion ne sera engagée sur les détails des questions nucléaires.

Esmail Baghaei

La déclaration de l'Union européenne condamnant l'Iran pour avoir exercé son droit légitime à la légitime défense face aux attaques illégales des États-Unis menées à partir du territoire d'un pays voisin du sud du golfe Persique constitue un exemple manifeste d'hypocrisie et de double standard. Cette déclaration est à la fois hypocrite et irresponsable.

L'Union européenne doit demeurer fidèle au principe de l'État de droit ainsi qu'aux principes de la Charte des Nations unies dont elle se réclame constamment. Elle doit renoncer à une approche fondée sur l'apaisement des agresseurs et sur la condamnation de ceux qui exercent leur droit à la défense.

L'action de l'Iran consistant à viser les points de départ et les infrastructures utilisés pour mener une agression militaire contre son territoire constitue une mesure légale relevant du droit à la légitime défense.

Les États ont l'obligation juridique d'empêcher que leur territoire et leurs installations soient utilisés par des parties agresseuses pour mener des attaques contre un autre pays.



Esmail Baghaei

- La poursuite de l'impunité du régime sioniste ainsi que la politique de complaisance à l'égard de son agressivité, de ses crimes de guerre, de ses crimes contre l'humanité et du génocide qu'il commet ont, sans aucun doute, des répercussions directes sur la paix et la sécurité régionales et internationales. La communauté internationale est tenue d'assumer ses responsabilités à l'égard d'un État membre de l'Organisation des Nations unies.
- Nous avons souligné à plusieurs reprises, et continuons de le faire, que le cessez-le-feu au Liban constitue une composante indissociable de tout cessez-le-feu et de tout accord final visant à mettre un terme à la guerre. La République islamique d'Iran se considère pleinement engagée à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver un cessez-le-feu auquel l'autre partie avait elle-même déclaré adhérer, mais qu'elle viole en pratique de manière répétée.
- Les négociations ont débuté dans un climat de profonde méfiance et de suspicion, et les échanges de messages se poursuivent dans ce même contexte.



Dans une situation où l'autre partie modifie continuellement ses positions, formule de nouvelles exigences parfois contradictoires et diffuse des messages médiatiques divergents, il est naturel que le processus de négociation s'allonge. À cela s'ajoute un facteur déstabilisateur qui, dans notre région, a constamment empêché l'émergence de tout processus de désescalade : le régime sioniste.

- Tout ce qui se produit actuellement au Liban, ainsi que l'ensemble des événements auxquels nous assistons dans notre région et plus largement en Asie occidentale du fait des actions du régime sioniste, implique nécessairement les États-Unis. Ces derniers sont considérés comme responsables des conséquences et des répercussions de leur soutien inconditionnel au régime sioniste.
- Nous avons à maintes reprises appelé les pays de la région à respecter leurs obligations internationales. Le refus d'autoriser des États ou des acteurs agresseurs à utiliser le territoire d'un pays pour mener des actions hostiles contre un autre État constitue un principe établi et universellement reconnu du droit international.
- S'agissant des détails relatifs aux questions nucléaires, aucune négociation n'a eu lieu à ce stade. Notre priorité actuelle demeure la fin de la guerre.

2. Crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

Service des relations publiques de la Marine du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI)

Au cours des dernières vingt-quatre heures (samedi), vingt navires ont traversé le détroit d'Ormuz sous la coordination de la Marine du CGRI.

Ces dernières nuits ont été celles des « Arashs archers ». Les forces armées avaient précédemment déclaré que deux espaces bleus constituaient des lignes rouges pour l'Iran : le bleu du ciel du golfe Persique et le bleu du détroit d'Ormuz. Les « Arashs archers », qui avaient abattu il y a quelques nuits un drone orbital, ont de nouveau décoché leurs flèches la nuit dernière et ont détruit un drone sioniste au-dessus de l'île de Qeshm à l'aide de tirs et de missiles.

Cette opération a transmis un message clair : le ciel du golfe Persique est placé sous la surveillance totale des défenseurs de l'Iran et même les drones furtifs ne sont pas en mesure de pénétrer cet espace stratégique.



Service des relations publiques de la Marine du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI)

Au cours des dernières vingt-quatre heures (dimanche), vingt-huit navires, comprenant des pétroliers, des porte-conteneurs et d'autres bâtiments commerciaux, ont traversé le détroit d'Ormuz après obtention des autorisations nécessaires, sous la coordination et avec la protection assurée par la Marine du CGRI.

Le golfe Persique est un espace maritime appartenant aux pays musulmans de la région, et les agressions ainsi que les actes hostiles de l'armée terroriste américaine constituent aujourd'hui la principale source d'insécurité dans cette zone.

Le contrôle intelligent du détroit d'Ormuz se poursuit de manière permanente avec fermeté, autorité et efficacité.



Service des relations publiques du Corps des gardiens de la révolution islamique

À la suite de l'attaque menée par l'armée américaine agresseuse contre une tour de télécommunications située sur l'île de Sirik, dans la province d'Hormozgan, les combattants de la Force aérospatiale du CGRI ont pris pour cible la base aérienne d'où était partie cette agression. Les objectifs préalablement identifiés ont été détruits. La Force aérospatiale du CGRI a averti que toute récidive entraînerait une réponse totalement différente et que la responsabilité en incomberait au régime agresseur américain, qualifié de régime meurtrier d'enfants.



Service des relations publiques du Corps des gardiens de la révolution islamique

À l'aube de dimanche, un drone MQ-1 de l'armée américaine agresseuse a pénétré dans l'espace des eaux territoriales iraniennes avec l'intention de mener une opération hostile. Il a immédiatement été détecté et pris pour cible par les systèmes modernes de défense antiaérienne du CGRI, puis abattu.



L'espace des eaux territoriales de la République islamique d'Iran est placé sous contrôle total, et toute violation fera l'objet d'une réponse ferme et décisive.

3. Actions contribuant à l'escalade des tensions

Président des États-Unis

Dans une interview accordée à Fox News, Président des États-Unis a déclaré que les deux principales priorités de Washington dans les négociations sont la réouverture du détroit d'Ormuz sans perception de droits de passage et l'assurance que l'Iran n'accède pas à l'arme nucléaire.



The New York Times

Trump a transmis à l'Iran des conditions plus strictes pour le cadre d'un accord de paix.

Selon trois responsables, Donald Trump a durci les conditions du cadre potentiel d'un accord visant à mettre fin à la guerre avec l'Iran et a transmis ces modifications proposées à la partie iranienne pour examen.

La nature exacte des changements apportés au texte de cet accord n'est pas encore connue. Toutefois, deux responsables ont indiqué que Donald Trump exprime des préoccupations concernant certaines dispositions de l'accord potentiel, notamment celles relatives au déblocage des avoirs financiers iraniens gelés.



4. Pertes et dommages causés par la guerre

Porte-parole de la municipalité de Téhéran

À ce jour, 51 000 dossiers de reconstruction ont été constitués. Dans les cas où un hébergement d'urgence a été demandé, les réparations nécessaires ont été effectuées dans un délai de 48 à 72 heures par les groupes de volontaires mobilisés.



Directeur général de la gestion des crises du gouvernorat de la province d'Ispahan

Au total, 3 411 véhicules légers, poids lourds et motocyclettes ont subi des dommages au cours de la guerre du Ramadan. À la suite de l'évaluation des dégâts réalisée par les équipes techniques des agences de la compagnie d'assurance Iran dans quatorze districts de la province, 65 % des indemnités ont déjà été versées.



Président de l'Organisation du bien-être social

Au cours des journées de guerre, plus de 306 000 prestations de conseil psychologique et social ont été fournies à travers le pays. Par ailleurs, 67 000 familles ont bénéficié de programmes de formation et d'autonomisation destinés à réduire les conséquences sociales et psychologiques liées aux conditions de guerre.



5. La propagande, la guerre psychologique, la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Bloomberg

Les commandes de biens d'équipement à caractère militaire aux États-Unis ont atteint en avril leur deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré.

Selon les chiffres du Bureau du recensement des États-Unis, les commandes dans le secteur de la défense ont augmenté de 7 % le mois dernier, après une hausse de 26 % en mars, pour atteindre 22,2 milliards de dollars.



Foreign Policy

La guerre contre l'Iran a constitué une erreur manifeste et Donald Trump devrait reconnaître qu'il s'est trompé. Au lieu d'admettre cette erreur, Washington continue d'éviter d'affronter la réalité de son échec.



Donald Trump

L'Iran souhaite réellement parvenir à un accord, et cet accord sera bénéfique pour les États-Unis ainsi que pour nos partenaires.

Mais les démocrates et les républicains qui se présentent comme patriotes ne comprennent-ils pas que lorsque des responsables politiques opportunistes multiplient, de manière sans précédent, les déclarations négatives et répétées en me disant que je devrais agir plus rapidement ou plus lentement, entrer en guerre ou ne pas entrer en guerre, ou encore adopter telle ou telle autre position, cela rend beaucoup plus difficile l'accomplissement de ma mission et la conduite des négociations ?

Restez simplement calmes et confiants ; au final, tout se passera bien. C'est toujours ainsi que les choses se terminent.



Donald Trump

L'accord proposé « indique clairement que l'Iran ne possédera pas d'armes nucléaires ».

L'accord aborde ensuite, de manière détaillée et particulièrement approfondie, divers autres aspects liés au dossier nucléaire. En réalité, l'essentiel de l'accord porte précisément sur cette question.

CNN et de nombreux autres médias diffusant de fausses informations constituent une véritable catastrophe médiatique et enregistrent de faibles audiences. Même avec un changement de propriétaire, ils ne s'amélioreront probablement jamais.



6. Couverture médiatique et analyses des centres de recherche concernant les développements en cours

Résultats d'un sondage réalisé par un institut affilié à l'Université de Téhéran

Selon les résultats de cette enquête, 62,3 % des personnes interrogées soutiennent l'acceptation du cessez-le-feu par l'Iran. Par ailleurs, 54,2 % se déclarent favorables à la poursuite des négociations et 42,1 % estiment qu'il existe une forte probabilité de parvenir à un accord.

En revanche, 78,9 % des répondants considèrent que, même en cas d'accord, les États-Unis ne respecteront pas leurs engagements.

Les enquêtes récentes montrent que la société iranienne adopte une approche réaliste à l'égard des négociations : seuls 9,9 % des sondés estiment que l'Iran a fait preuve d'une souplesse excessive dans les discussions. Ces résultats indiquent que l'opinion publique soutient les négociations tout en demeurant peu confiante à l'égard des États-Unis.

L'enquête révèle également que 58,8 % des citoyens ont participé à des rassemblements populaires ou à des cérémonies funéraires en hommage aux martyrs. Cinquante-neuf pour cent des personnes interrogées considèrent que l'issue de la guerre a été favorable à l'Iran, tandis que seulement 10,2 % estiment que les États-Unis et Israël en sont sortis vainqueurs.

Le sentiment de fierté lié à la position de l'Iran dans le monde est passé de 44,2 % à 66,9 %. Selon les auteurs de l'étude, ces chiffres montrent que la guerre n'a pas provoqué de fragmentation sociale, mais a au contraire contribué à renforcer l'identité nationale et le sentiment d'appartenance à l'Iran. Durant la même période, aucune augmentation significative de l'intention d'émigrer n'a été constatée.

Le niveau de confiance accordé à la radiotélévision nationale (IRIB) en tant que principale source d'information est passé de 30,1 % à 43 %. En outre, 81,6 % des personnes interrogées déclarent faire confiance à l'information et à la transparence des institutions de défense du pays. La confiance accordée au président des États-Unis n'atteint que 19,2 %.

Enfin, 41,6 % des répondants estiment que l'Iran a supporté la plus grande part du coût économique de la guerre, tandis qu'une proportion importante considère également que les États-Unis et leurs alliés ont subi des coûts considérables.

The Wall Street Journal : poursuite des exportations pétrolières iraniennes malgré le blocus maritime

Le transfert de pétrole iranien de navire à navire en haute mer met en évidence une capacité stratégique majeure de l'Iran et explique en partie pourquoi le pays a pu résister pendant une longue période aux pressions américaines.

Selon un rapport de la Commission d'examen économique et sécuritaire États-Unis-Chine, Téhéran a tiré environ 31 milliards de dollars de revenus pétroliers provenant de ses exportations vers la Chine au cours de l'année passée.

Le gouvernement chinois aurait récemment demandé aux entreprises nationales de ne pas se conformer aux sanctions américaines visant cinq raffineries chinoises.

The New York Times

Un projet d'accord entre les États-Unis et l'Iran serait actuellement à l'étude. Des responsables américains et iraniens affirment que les deux parties se rapprochent des conditions nécessaires à un accord préliminaire.



Toutefois, plusieurs points de désaccord subsistent, notamment au sujet du détroit d'Ormuz.

L'un des éléments notables du projet d'accord concerne la mise en place d'un mécanisme économique destiné à soutenir l'Iran dans l'après-guerre. Un responsable iranien a décrit ce projet comme un « programme de reconstruction » dont la valeur atteindrait environ 300 milliards de dollars.

Deux diplomates informés des négociations ont indiqué que ce mécanisme prendrait la forme d'un « fonds international d'investissement » dont la mise en œuvre serait facilitée par les États-Unis en cas d'accord définitif.

Les modalités précises de ce fonds devraient être déterminées au cours des prochaines phases de négociation.

Selon certaines informations, cette idée serait associée à Steve Witkoff et Jared Kushner. Elle comprendrait notamment des propositions visant à renforcer les projets immobiliers à Téhéran ainsi qu'un mécanisme d'investissement plus large destiné à encourager la conclusion d'un accord.

Institut Quincy

Le Congrès américain aurait discrètement engagé un processus d'intégration renforcée entre les forces armées américaines et israéliennes. Dans le projet de budget pour l'année fiscale 2027, le Congrès a introduit une disposition prévoyant un rapprochement structurel entre les armées des deux pays. L'article 224 de ce texte prévoit des activités conjointes de recherche et développement, des investissements communs ainsi qu'une production conjointe d'armements avec Israël, établissant ainsi une

nouvelle forme de coopération militaro-industrielle entre Washington et Tel-Aviv. Bien que les États-Unis et Israël coopèrent déjà étroitement dans le domaine de la défense antimissile, cette disposition étendrait cette coordination à l'ensemble des technologies de défense.

Le texte évoque également une possible « intégration des données », dans le cadre de laquelle les données militaires américaines pourraient être directement intégrées aux systèmes de données de l'armée israélienne. Cette initiative intervient alors qu'un récent sondage réalisé par l'Institute for Global Affairs indique que seuls 16 % des citoyens américains souhaitent poursuivre sans restriction les livraisons d'armes à Israël. À l'inverse, 38 % se prononcent pour un arrêt complet de ces livraisons, tandis que 24 % souhaitent qu'elles soient conditionnées à l'usage qui en est fait.

Reuters

Selon une étude de la Banque centrale européenne, la guerre contre l'Iran pourrait provoquer chez les consommateurs de la zone euro une forme de « double traumatisme » économique et psychologique, les conséquences de cette crise venant s'ajouter aux séquelles encore présentes de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique de 2022 :



- **Changement rapide du comportement des consommateurs** : dès le début des attaques, le 28 février, les citoyens européens ont modifié leurs habitudes de consommation et adopté des comportements d'épargne et de restriction des dépenses.
- **Crainte d'une nouvelle poussée inflationniste en mars 2026** : près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré être fortement préoccupées par l'évolution des prix. Ce niveau d'inquiétude est comparable à celui observé en janvier 2023, alors que l'inflation réelle atteignait alors 8,6 %.
- **Réactivation du souvenir de la crise ukrainienne** : la mémoire de la crise énergétique de 2022 a renforcé la sensibilité des Européens aux risques économiques. Ces deux traumatismes psychologiques se renforcent mutuellement, conduisant les citoyens à prendre très au sérieux les scénarios de stagflation.
- **Pression accrue sur la Banque centrale européenne** : malgré le recul des prix du pétrole après leur passage au-dessus du seuil de 120 dollars le baril, la Banque centrale européenne pourrait être contrainte de relever ses taux d'intérêt.
- **Conclusion** : la guerre contre l'Iran ne constitue pas seulement un choc énergétique. La mémoire économique créée par cette crise modifie durablement le comportement des consommateurs et risque d'accentuer à long terme les pressions inflationnistes ainsi que les risques de ralentissement économique.

Sondage conjoint *The Economist* – YouGov

Selon une enquête réalisée entre le 22 et le 26 mai, le taux d'approbation du président des États-Unis a atteint son niveau le plus bas depuis le début de sa présidence.

D'après ce sondage, seuls 34 % des Américains approuvent son action, tandis que 59 % la désapprouvent. Son indice net de popularité s'établit ainsi à -26 points.

Ce résultat constitue le niveau de popularité le plus faible enregistré par Donald Trump au cours de ses deux mandats présidentiels et serait même inférieur au plus bas niveau de popularité observé sous la présidence de Joe Biden.

Le recul de sa popularité est perceptible dans plusieurs segments de la société américaine, notamment parmi les électeurs indépendants, où l'indice net de satisfaction atteint -44 points, ainsi que parmi les hommes, pour lesquels cet indicateur s'établit à -19 points.



Brookings Institution

Certains analystes estiment que cette victoire constitue en elle-même la véritable « arme nucléaire » de l'Iran et que le pays n'aurait, dans cette perspective, aucun besoin d'une arme nucléaire conventionnelle.

Selon cette analyse, l'aspect paradoxal de la situation réside dans le fait que Donald Trump aurait concentré l'essentiel de son attention sur la question de l'accord nucléaire, notamment dans le contexte de sa rivalité politique avec Barack Obama, alors que l'avantage stratégique actuellement obtenu par l'Iran serait, pour ce pays, plus précieux et plus déterminant qu'une arme nucléaire elle-même.



The Independent

Depuis le déclenchement de la guerre contre l'Iran par Donald Trump, les consommateurs américains auraient supporté un coût supplémentaire de 59 milliards de dollars en raison de la hausse des prix des carburants.

Lors de l'émission *Squawk Box* de CNBC, Mark Zandi, économiste en chef de Moody's, a estimé que cette augmentation représentait en moyenne environ 450 dollars

par foyer américain. Selon cette évaluation, ces coûts supplémentaires concernent principalement l'essence, mais également le gazole, le carburant aérien ainsi que la hausse des prix des billets d'avion.



7. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise

Au cours des trois derniers jours, le marché de l'énergie a été presque entièrement dominé par le risque géopolitique lié au golfe Persique, reléguant au second plan les facteurs traditionnels tels que la croissance de la demande, les données économiques chinoises ou encore la politique de production de l'OPEP+. Les acteurs des marchés pétroliers et gaziers concentrent désormais davantage leur attention sur la sécurité des flux énergétiques en provenance du golfe Persique que sur l'équilibre entre l'offre et la demande.

La principale variable déterminant l'évolution du marché demeure la circulation des pétroliers et des navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL) dans le détroit d'Ormuz, qui reste l'un des points de passage stratégiques les plus importants pour l'approvisionnement énergétique mondial.

Depuis vendredi, les prix du pétrole, après une brève phase de correction, ont renoué avec une tendance haussière. Le Brent a atteint aujourd'hui un niveau proche de 94 dollars le baril, tandis que le pétrole brut américain est remonté aux alentours de 90 dollars. Cette hausse s'explique principalement non par une pénurie immédiate de pétrole, mais par le retour d'une « prime de risque de guerre » dans les prix du marché, les opérateurs intégrant la possibilité de nouvelles perturbations des exportations énergétiques en provenance du golfe Persique.

Sur le marché du pétrole brut, l'enjeu majeur de ces trois derniers jours a été la diminution de la confiance dans la continuité des flux d'exportation. Les données de suivi maritime indiquent que certains pétroliers continuent de traverser le détroit d'Ormuz, mais que le volume du trafic demeure inférieur aux niveaux habituels et que les compagnies maritimes agissent avec une prudence accrue. Cette situation rend le marché particulièrement sensible à toute nouvelle information de nature sécuritaire, même lorsque l'offre réelle n'a pas encore été significativement affectée.

Dans le secteur du gaz naturel, la sensibilité des marchés est encore plus marquée que dans celui du pétrole. Cette situation s'explique par la dépendance d'une partie importante de l'Asie et de l'Europe au GNL provenant du golfe Persique, en particulier aux exportations du Qatar. Au cours des trois derniers jours, la principale préoccupation des opérateurs a été la possibilité qu'une aggravation des tensions maritimes perturbe les chaînes d'exportation de GNL. En conséquence, les prix du gaz sur les marchés internationaux demeurent à des niveaux élevés et le risque pesant sur l'approvisionnement constitue actuellement le principal facteur de formation des prix.

Le marché des produits raffinés montre également des signes de tension. Ces derniers jours, l'attention s'est portée sur la diminution des stocks d'essence et de carburants dans plusieurs marchés consommateurs. Aux États-Unis, les réserves d'essence se rapprochent de leurs niveaux saisonniers les plus bas depuis plusieurs années, tandis que le début de la saison estivale des déplacements pourrait exercer une pression supplémentaire sur les capacités de raffinage. De ce

fait, le marché des produits pétroliers réagit désormais plus rapidement que celui du pétrole brut aux évolutions de la situation régionale.

L'un des éléments importants observés au cours des trois derniers jours est que le marché n'est pas encore entré dans une phase de « choc complet de l'offre ». Les stocks commerciaux, les volumes de pétrole stockés en mer ainsi que les capacités de réserve d'urgence ont jusqu'à présent permis de compenser une partie des déficits potentiels. Toutefois, de nombreux analystes avertissent que si les restrictions affectant le transport maritime devaient se prolonger, ces réserves s'épuiseraient progressivement et les effets réels de la crise apparaîtraient avec un certain décalage dans les prix.

Du côté des producteurs, l'OPEP+ continue de chercher à éviter une envolée incontrôlée des prix. Néanmoins, le marché considère que la capacité à compenser intégralement une éventuelle perturbation du trafic dans le détroit d'Ormuz demeure limitée. Une part importante des capacités de production excédentaires mondiales se situe elle-même dans la région du golfe Persique et pourrait rencontrer des difficultés d'acheminement vers les marchés de consommation en cas d'aggravation de la crise. C'est pourquoi les marchés réagissent aujourd'hui beaucoup plus fortement aux développements sécuritaires qu'aux décisions de production de l'OPEP+.

En résumé, le marché mondial de l'énergie est entré dans une phase caractérisée par un « risque structurel élevé ». Le pétrole évolue actuellement dans une fourchette comprise entre 90 et 100 dollars le baril, tandis que le gaz reste fortement influencé par les préoccupations logistiques. Tant que la confiance dans la sécurité de la navigation à travers le détroit d'Ormuz ne sera pas rétablie, les prix de l'énergie continueront d'être davantage déterminés par les évolutions militaires et sécuritaires que par les fondamentaux économiques.

À court terme, le marché de l'énergie ne fait pas face à une pénurie certaine d'approvisionnement, mais à une profonde incertitude concernant son évolution future. Cette incertitude constitue désormais le principal moteur de la dynamique des prix.

8. Efforts diplomatiques

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Sultanat d'Oman

M. Seyed Abbas Araghchi et M. Badr Albusaidi se sont entretenus par téléphone vendredi à la mi-journée au sujet des relations bilatérales et des évolutions régionales.

Au cours de cet échange, le ministre iranien des Affaires étrangères a présenté les derniers développements du processus diplomatique mené sous médiation pakistanaise. Il a indiqué que la conclusion d'un accord définitif dépendait de l'abandon de l'approche jugée excessive ainsi que des positions changeantes et contradictoires adoptées par la partie américaine. Il a souligné que la République islamique d'Iran demeurerait déterminée et constante dans la défense de ses droits légitimes et de ses intérêts nationaux.

Le ministre des Affaires étrangères a également salué l'approche principielle et responsable adoptée par Oman sur les questions liées à la paix et à la sécurité régionales, notamment le rôle constructif joué par ce pays en tant que médiateur dans les discussions entre l'Iran et les États-Unis, malgré ce qu'il a qualifié de manquement américain à ses engagements.

Il a par ailleurs condamné les déclarations menaçantes des États-Unis à l'encontre d'Oman et souligné que les mesures responsables prises conjointement par Oman et l'Iran pour assurer une



navigation sûre et sécurisée dans le détroit d'Ormuz s'inscrivaient dans le respect du droit international et servaient les intérêts de la communauté internationale.

Le ministre iranien a également condamné les actions du régime israélien au Liban et dans les territoires palestiniens occupés. Il a insisté sur la responsabilité morale et juridique des pays de la région, de l'Organisation de la coopération islamique et de l'Organisation des Nations unies pour agir sans délai afin de mettre un terme aux opérations militaires contre le Liban et à la poursuite de ce qu'il a qualifié de génocide dans les territoires palestiniens occupés.

Les deux parties ont enfin examiné les moyens de renforcer les relations bilatérales ainsi que les mécanismes de coopération susceptibles de consolider la confiance mutuelle, la paix et la stabilité dans la région.

9. Participation massive et continue de la population

Ispahan



Ardabil



Machhad



Téhéran



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**